

retrait français du commandement militaire intégré de l'OTAN, qui perdait ainsi un membre important. Toutefois, il est difficile d'évaluer la santé de l'Alliance, *a posteriori*. Ainsi, de récents sondages d'opinion montrent que le public accorde une confiance toujours aussi soutenue à l'OTAN, malgré la poussée des mouvements pacifistes et anti nucléaires.¹³

La crainte d'être abandonné et la peur d'être entraîné dans une guerre sont endémiques au sein de l'Alliance, et même si ces sentiments ont cristallisé autour de l'arme nucléaire, le véritable problème est de nature géopolitique. Même dans un monde sans armes nucléaires, toute alliance regroupant des pays séparés par un océan serait en proie à ce genre de doutes. L'Europe pourra-t-elle jamais être certaine que les États-Unis viendront à sa défense, même s'il ne devait jamais y avoir de guerre nucléaire ? À l'occasion de deux guerres mondiales, les États-Unis ont beaucoup hésité avant d'intervenir aux côtés de leurs alliés—et ces deux guerres ont été menées sans armes nucléaires. Or, si la présence de l'arme nucléaire a exacerbé ces craintes (les États-Unis risqueraient-ils l'auto-destruction pour défendre leurs alliés ?), elle n'en est pas la cause. De même, la crainte de voir l'Europe occidentale entraînée dans un conflit par suite d'actions irréflechies commises par son partenaire nord-américain (ou vice-versa) ne tient pas uniquement à la présence de l'arme nucléaire. Le besoin d'être rassuré existera toujours, même si l'on adopte une politique de non-recours à la première frappe. Quelles que soient les garanties de sécurité offertes par les Américains, les Européens ne seront jamais tout à fait tranquilles.

6. *La présence de troupes américaines en Europe est plus importante pour l'unité de l'Alliance que la présence d'armes nucléaires.*

Les forces terrestres constituent une garantie importante d'intervention américaine et elles représentent à ce titre un facteur clé pour l'unité de l'Alliance et le réconfort des alliés.¹⁴ Les auteurs de "Back from the Brink" affirment en outre : "Si nos alliés ont besoin d'être rassurés davantage, alors un engagement formel visant l'affectation permanente de forces américaines à la défense de l'Europe serait peut-être le meilleur moyen de prouver que le désir de réduire notre sujétion à l'arme nucléaire ne signifie pas pour autant que les États-Unis se soucient moins de la sécurité de leurs alliés européens." Un tel engagement serait peut-être un objectif utile en soi, qu'on adopte ou non une politique de non-recours à une première frappe; il pourrait contribuer à endiguer les pressions de ceux qui, au Congrès ou ailleurs, cherchent à réduire les engagements militaires américains en Europe, surtout si les Européens ne se montrent pas plus empressés d'assurer leur propre défense.

Toutefois, la question essentielle est la suivante : combien d'effectifs et d'armes conventionnelles faudra-t-il pour constituer une force de dissuasion classique crédible ? Les États-Unis seront-ils obligés d'augmenter leur contingent et leur panoplie d'armes classiques en Europe de l'Ouest ? Comme le fait remarquer John Mearsheimer, "si la dissuasion venait à reposer entièrement sur les forces conventionnelles, il faudrait qu'elles soient jugées en fonction de critères beaucoup plus stricts qu'à l'heure actuelle où l'arme nucléaire domine".¹⁵ Richard Betts fait bien ressortir cet argument : "Les espoirs fondés sur la dissuasion par des moyens classiques sont déplacés, parce que l'interdiction est un facteur dissuasif moins convaincant que le châtement : pour l'agresseur, les conséquences d'un échec sont beaucoup moins lourdes. En l'absence d'une menace nucléaire, la balance aura tendance à pencher du côté de l'attaque, même si les Soviétiques agissent pour des raisons défensives . . . Il est plus intéressant de s'exposer à une probabilité assez forte d'être repoussé qu'à une probabilité assez faible d'être anéanti."¹⁶ Ces arguments supposent non seulement qu'il faudra accroître le potentiel de dissuasion classique afin de réduire les chances de succès d'une attaque conventionnelle contre l'OTAN, mais encore qu'un tel accroissement n'aura peut-être jamais la même valeur dissuasive que la menace d'une guerre nucléaire pesant aujourd'hui sur tout dirigeant soviétique qui envisage l'agression.

Si le non-recours à une première frappe suppose la mise en oeuvre de ressources humaines et matérielles accrues pour assurer la défense de l'Europe, il n'est pas très clair d'où celles-ci proviendraient, d'abord en raison des contraintes politiques et économiques s'exerçant aux États-Unis (qu'on songe à l'initiative Gramm-Rudman-Hollings, au déficit budgétaire et à la balance commerciale défavorable), et aussi parce que les États-Unis doivent respecter des engagements militaires ailleurs qu'en Europe.

7. *Si l'OTAN adopte une démarche militaire axée sur le non-recours à une première frappe, les Soviétiques feront de même.*

Selon les auteurs de notre article, "si l'OTAN infléchissait sa politique et modifiait le déploiement de ses forces en conséquence, les dirigeants soviétiques y verraient peut-être un motif d'adhérer à leur propre déclaration de non-recours à une première frappe et seraient peut-être moins enclins à lancer une attaque préemptive contre le potentiel nucléaire de l'OTAN en cas de crise". Il est utile de rappeler que les Soviétiques ont déclaré en 1982 qu'ils s'engageaient à ne pas employer les premiers l'arme nucléaire. Bien que cette déclaration n'ait entraîné jusqu'à présent aucun effet perceptible sur